



**«Menace de contournement TGV du Mans, hypothèque sur la poursuite normale du chantier de l'autoroute A 28,... les élus sarthois n'accepteront pas la remise en cause de deux piliers essentiels de leur politique de développement. C'est-à-dire de la santé économique et de l'emploi en Sarthe.»**

Les menaces qui pèsent aujourd'hui sur la qualité future de la desserte TGV de la Sarthe et sur la poursuite de la réalisation de l'autoroute A 28 justifient la mobilisation de l'ensemble des élus sarthois qui n'entendent pas baisser la garde devant la SNCF d'un côté, ni devant quelques responsables écologistes utopiques de l'autre. Le Conseil général s'est en effet suffisamment impliqué dans ces dossiers et a consenti suffisamment d'efforts, financiers notamment, pour rendre possible leur réalisation, qu'il n'acceptera pas la remise en cause de deux piliers essentiels de sa politique d'aménagement et de développement du département.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit. De notre cadre de vie, de notre santé économique et de l'emploi. En un mot, de l'avenir des Sarthois.

Certes, la volonté de la SNCF de faire contourner Le Mans par le TGV, avec création de voies nouvelles vers Rennes et Nantes, supprimant au passage toute desserte du Sud Sarthe, n'est pas une nouveauté : elle date de 1989. Tout comme notre opposition à ce projet est ancienne, exprimée officiellement le 5 octobre 1990 et réaffirmée depuis à de très nombreuses reprises. Mais la pression se fait aujourd'hui plus précise puisque la décision définitive du Gouvernement et de la SNCF doit intervenir à la fin de l'année.

Or depuis 1989, bien des choses ont changé, qui confortent la position sarthoise partagée par des élus de la région de plus en plus nombreux. Il ne s'agit pas, dans notre esprit, de discréditer l'attente des élus bretons ou ligériens d'une meilleure desserte. Il s'agit seulement de refuser que n'importe quoi soit fait à n'importe quel prix pour des gains de temps sans rapport avec le coût de l'opération.

À 11 milliards de francs (1,5 pour le seul contournement du Mans) pour 6 mn gagnées sur la liaison Paris/Nantes, 25 mn sur Paris/Brest via Rennes, le projet de la SNCF, dont le déficit atteint 135 milliards de francs à la charge des contribuables !,

constituerait un gaspillage indécent. D'autant qu'existe aujourd'hui une alternative crédible, celle du TGV pendulaire qui permettrait d'obtenir les 2/3 des gains de temps escomptés avec un investissement bien moindre, consistant dans l'aménagement des voies actuelles.

En réalité, l'avenir du Grand Ouest passe par la réalisation en urgence de son interconnexion avec le reste du réseau TGV national et européen au sud de Paris, le "Barreau de l'Essonne".

Enfin, comment ne pas évoquer les blessures profondes qu'imposerait à nos paysages, aux collines du Nord du Mans, aux vallées de la Sarthe et de la Vègre, la réalisation d'une voie nouvelle vers Rennes ? Une donnée environnementale absente dans ce dossier alors que bien des précautions ont été prises pour l'autoroute d'aménagement du territoire A 28, reconnue d'utilité publique. La forêt de Bercé des grands chênes est épargnée par son passage ; et le scarabée pique-prune, au nom duquel les écologistes désormais en charge de l'aménagement du territoire français, voudraient arrêter sa construction ou, au mieux, la réduire à une section Maresché-Écommoy !, est largement présent ailleurs, en forêt de Bercé même comme dans la plupart des massifs boisés européens.

Il n'est donc pas question pour le Conseil général d'accepter l'affaiblissement de notre position de plaque tournante ferroviaire et autoroutière qui plongerait à terme la ville du Mans dans une marginalisation comparable à celle qu'ont connue d'autres agglomérations dans le passé, et nos zones rurales dans un isolement durable, avec le déclin inévitable des bassins économiques dynamiques de La Flèche et Sablé-sur-Sarthe, ou l'absence de perspectives de développement pour le Nord Sarthe.

Tel est le sens de notre mobilisation.

**François FILLON**

*Tribune de la Sarthe n°50*